

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 12/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARF**

22 rue Jean Messenger  
BP 137  
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : 155  
Code AIOT : 0005103993

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2025 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 *Gestion d'un accident - pertes d'utilités*.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux. Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.

La visite s'est déroulée en salle, dans le local du groupe électrogène puis en salle de commande. Elle concerne les procédures associées aux pertes d'utilités et plus particulièrement l'électricité.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Alimentation en énergie et utilités associées (1)                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 2  | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)             | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 3  | Arrêts et mise en sécurité (3.a)  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 4  | Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)                         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |
| 5  | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | Sans objet        |
| 6  | Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 7  | Autonomie du  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014,            | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
|    | dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)     | article 7                                    |                   |
| 8  | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 | Sans objet        |
| 9  | Plan d'action (6)   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ARF dispose de documents et procédures sur la thématique des pertes d'utilités.

Au regard de la perte électrique, le site ARF est un cas particulier dans le sens où il produit lui-même son électricité grâce à la turbine vapeur associée à son installation d'incinération. Il dispose néanmoins de moyens de secours tels qu'un groupe électrogène permettant la mise à l'arrêt de l'incinérateur ou de batteries de secours pour les centrales incendies.

L'Inspection formule une demande à laquelle l'exploitant devra répondre dans un délai de 3 mois: compte-tenu de l'autonomie des batteries de secours, définir des mesures complémentaires telles que des rondes de surveillance.

Des améliorations peuvent également être recherchées dans la dénomination des sous stations incendies pour que les noms d'usages soient associés au numéro des sous-stations et clairement localisés sur un plan à disposition des agents de conduite des installations, ainsi que mentionner les contrôleurs permanents d'isolement dans les systèmes essentiels pour le fonctionnement sécurisé des installations.

Le basculement de l'alimentation électrique du réseau électrique vers la turbine vapeur associée au fonctionnement de l'incinérateur nécessite plusieurs réglages et opérations consécutives à effectuer de préférence en dehors des périodes à effectif réduit.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] |

|  |
|--|
|  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site en fonctionnement normal est alimenté par l'électricité produite par la turbine vapeur associée au process.<br>En cas de perte, l'alimentation bascule automatique sur le réseau EDF. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.<br><br>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>En cas de perte de fonctionnement de la turbine, le basculement sur la source secondaire EDF est automatique pour permettre d'assurer la continuité en alimentation électrique des différents équipements du site.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.<br><br>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs procédures sont associées aux pertes d'électricité, d'air comprimé ou d'azote.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> </ul> |

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

Tous les modes opératoires et les procédures (y compris les documents d'arrêts et de remise en marche) sont présents au poste de contrôle. Les modes opératoires sont connus et appliqués par les opérateurs.

Une fois par poste, la reprise des données est assurée sur le rapport de production et de suivi site via le formulaire DOC/VEN/PRD/03. L'ensemble des données ainsi que la gestion des défauts sont disponibles depuis les postes PC SUPERVISION et synthétisés vocalement à l'aide des Talkie-Walkies. La prise en main de l'installation est assurée via 5 postes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

#### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

|  |
|--|
| <b>Constats :</b>  |
| En cas de perte de l'ensemble des sources d'électricité disponibles sur le site, basculement automatique des centrales sur leurs propres batteries de secours. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Compte-tenu de l'autonomie des batteries de secours, l'exploitant pourrait définir des mesures complémentaires telles que des rondes de surveillance.          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56 « Utilités.<br><br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.<br><br>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.<br><br>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. » |
| <b>Constats :</b><br><br>Un tableau spécifique rattaché au SGS (DOC/VEN/SGS/26) et dénommé "analyse des risques de perte des utilités" décrit les process et équipements concernés par le risque de perte d'utilité en précisant les moyens de prévention et le mode opératoire, quand il existe. Le tableau analyse également les MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) dans ce cadre.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |



|   |
|---|
| <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en service du groupe électrogène est associée à la mise en repli des activités.<br/>Le démarrage du groupe est testé chaque semaine dans le local dédié. La procédure associée détaille chacune des opérations à effectuer. En fin de test, le mode "auto" est sélectionné afin d'assurer le démarrage automatique du groupe. Le mode choisi est visible uniquement dans le local.<br/>L'exploitant va étudier la faisabilité d'un renvoi en salle de commande du mode sélectionné.<br/>L'autonomie du groupe électrogène va au delà de 48 heures pour maintenir l'alimentation du site pendant l'arrêt du four et après. Il peut être réalimenté en cas de besoin.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>  |

|  |
|--|
| <p>L'exploitant a présenté un fichier de suivi qui recense les vérifications générales périodiques (VGP).</p> <p>Les plages de fonctionnement sont reportées au niveau de la supervision et associées à des alarmes qui sont relayées sur les talkies walkies.</p> <p>Elles concernent notamment la vérification annuelle des onduleurs par société spécialisée (inspection visuelle, tensionalimentation entrées et sorties, analyse des batteries avec décharges, by-pass...).</p> <p>Le remplacement préventif des batteries suivant programme d'échéance du prestataire.</p> <p>Le test et la maintenance du groupe électrogène.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 9 : Plan d'action (6)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/> Art 56 « Utilités.<br/> [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Non concerné.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |